



Assemblée générale

Distr. générale
18 septembre 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Dix-neuvième session

7-11 août 2017

Point 4 de l'ordre du jour

Rapport du Comité consultatif sur sa dix-neuvième session

Rapport du Comité consultatif sur sa dix-neuvième session

Rapporteur : Kaoru Obata



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résolutions adoptées par le Comité consultatif à sa dix-neuvième session	3
II. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	7
A. Ouverture et durée de la session	7
B. Composition du Comité consultatif	7
C. Participation	8
D. Séances et documentation	8
E. Adoption de l'ordre du jour	8
F. Organisation des travaux	8
III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme	8
IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011	10
A. Examen des méthodes de travail	10
B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités	10
V. Rapport du Comité consultatif sur sa dix-neuvième session	10
Annexes	
I. Liste des orateurs	11
II. Documents publiés en vue de la dix-neuvième session du Comité consultatif	13

I. Résolutions adoptées par le Comité consultatif à sa dix-neuvième session

19/1. Politiques nationales et droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 35/32 du Conseil des droits de l'homme en date du 23 juin 2017, dans laquelle le Conseil a demandé au Comité consultatif de préparer une étude qui pourrait aider les États à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en intégrant les droits de l'homme dans les politiques nationales, sur la base du recueil établi par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et de la présenter dans le cadre de son cycle ordinaire de soumission de rapports au Conseil à sa quarante-cinquième session, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'adoption du Programme 2030,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : Mario Luis Coriolano, Ion Diaconu, Karla Hananía de Varela, Kaoru Obata, Mona Omar, Katarina Pabel et Changrok Soh ;
2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M. Soh Président et M. Diaconu Rapporteur ;
3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;
4. *Salue* l'active participation aux débats d'experts extérieurs ainsi que l'échange de vues très riche qui a eu lieu, et constate que les débats ont apporté de précieuses contributions qui seront très utiles aux travaux du groupe de rédaction ;
5. *Demande* au groupe de rédaction de lui présenter un exposé préliminaire des grandes lignes de l'étude à sa vingtième session, avant de le soumettre au Conseil des droits de l'homme, pour adoption, à sa quarante-cinquième session.

*8^e séance
11 août 2017*

[Adoptée sans vote.]

19/2. Contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 35/21 du Conseil des droits de l'homme en date du 22 juin 2017, dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif de mener une étude sur la manière dont le développement contribue à la jouissance par tous de tous les droits de l'homme, en particulier sur les succès rencontrés et les meilleures pratiques, et de soumettre le rapport correspondant au Conseil avant sa quarante et unième session,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : Mohamed Bennani, Lazhari Bouzid, Mario Luis Coriolano, Mikhail Lebedev, Xinsheng Liu, Changrok Soh, Imeru Tamrat Yigezu et Jean Ziegler ;
2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M. Liu Président et M. Lebedev Rapporteur ;
3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;
4. *Salue* l'active participation aux débats d'experts extérieurs ainsi que l'échange de vues très riche qui a eu lieu, et constate que les débats ont apporté de précieuses contributions qui seront très utiles aux travaux du groupe de rédaction ;

5. *Demande* au groupe de rédaction de lui soumettre un projet de rapport intermédiaire à sa vingtième session, avant de le soumettre au Conseil des droits de l'homme à sa quarante et unième session, rapport dans lequel il sera tenu compte des réponses au questionnaire distribué à l'issue des débats à la dix-neuvième session du Comité ;

6. *Encourage* les diverses parties prenantes à participer aux travaux en cours.

8^e séance
11 août 2017

[Adoptée sans vote.]

19/3. Les effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 34/8 du Conseil des droits de l'homme en date du 23 mars 2017, dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif de mener une étude et d'établir un rapport sur les effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, l'accent étant mis tout particulièrement sur les droits économiques, sociaux et culturels, notamment du fait de la réorientation de l'investissement étranger direct, de la réduction des apports de capitaux, de la destruction des infrastructures, de la limitation du commerce extérieur, de la perturbation des marchés financiers, des répercussions négatives sur certains secteurs économiques et des entraves à la croissance économique, en recommandant des mesures à prendre par les gouvernements, les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, les organisations régionales et internationales et les organisations de la société civile à cet égard, et de présenter ledit rapport au Conseil des droits de l'homme à sa trente-neuvième session, en vue de son examen lors du dialogue,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : Lazhari Bouzid, Mario Luis Coriolano, Ion Diaconu, Karla Hananía de Varela, Mikhail Lebedev, Xinsheng Liu, Mona Omar et Katharina Pabel ;

2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M^{me} Pabel Présidente et M^{me} Omar Rapporteuse ;

3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;

4. *Salue* l'active participation aux débats d'experts extérieurs ainsi que l'échange de vues très riche qui a eu lieu, et constate que les débats ont apporté de précieuses contributions qui seront très utiles aux travaux du groupe de rédaction ;

5. *Demande* au groupe de rédaction de lui soumettre un projet de rapport intermédiaire à sa vingtième session, avant de le soumettre au Conseil des droits de l'homme, pour adoption, à sa trente-neuvième session, en tenant compte des réponses à la note verbale distribuée à l'issue du débat à sa session en cours ;

6. *Encourage* les diverses parties prenantes à participer aux travaux en cours.

8^e séance
11 août 2017

[Adoptée sans vote.]

19/4. Activités des fonds vautours et leurs incidences sur les droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 34/3 du Conseil des droits de l'homme en date du 23 mars 2017, dans laquelle le Conseil a pris note avec satisfaction du rapport intermédiaire du Comité consultatif sur les activités des fonds vautours et leurs incidences sur les droits de l'homme, et a prié le Comité consultatif de lui présenter un rapport final sur la question à sa trente-neuvième session, pour examen,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi, Mario Luis Coriolano, Ion Diaconu, Mikhail Lebedev et Jean Ziegler ;

2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M. Coriolano Président et M. Ziegler Rapporteur ;

3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;

4. *Salue* l'active participation aux débats d'experts extérieurs ainsi que l'échange de vues très riche qui a eu lieu, et constate que les débats ont apporté de précieuses contributions qui seront très utiles aux travaux du groupe de rédaction ;

5. *Recommande* au Conseil des droits de l'homme de prolonger le délai prévu pour lui permettre d'approfondir ses travaux, et de prier le Comité consultatif de soumettre son rapport final au Conseil à sa quarantième session ;

6. *Recommande également* au Conseil des droits de l'homme d'envisager d'adopter la décision suivante :

« Le Conseil des droits de l'homme prend note de la recommandation du Comité consultatif relative à l'état d'avancement du rapport sur les activités des fonds vautours et leurs incidences sur les droits de l'homme, et prie le Comité de lui soumettre le rapport final à sa quarantième session. ».

8^e séance
11 août 2017

[Adoptée sans vote.]

19/5. Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 34/11 du Conseil des droits de l'homme en date du 23 mars 2017, dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif de réaliser une étude, dans le prolongement de l'étude demandée par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 31/22 du 24 mars 2016, sur la possibilité d'utiliser les fonds illicites non rapatriés, notamment par la monétisation et/ou la création de fonds d'investissement, pendant que sont menées à bien les procédures juridiques nécessaires, et conformément aux priorités nationales, en vue d'appuyer la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de contribuer à promouvoir plus avant les droits de l'homme, conformément aux obligations découlant du droit international des droits de l'homme, et de soumettre cette étude au Conseil à sa trente-neuvième session,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi, Mario Luis Coriolano, Mikhail Lebedev, Mona Omar et Changrok Soh ;

2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M. Coriolano Président et M. Soh Rapporteur ;

3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;

4. *Prend en outre note* de la nature extrêmement spécialisée et complexe du mandat ;

5. *Recommande* au Conseil des droits de l'homme de prolonger le délai prévu et de prier le Comité consultatif de soumettre l'étude au Conseil à sa quarante-deuxième session ;

6. *Recommande également* au Conseil des droits de l'homme d'envisager d'adopter la décision suivante :

« Le Conseil des droits de l'homme,

Prenant note des recommandations du Comité consultatif ayant trait à son mandat sur les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme, conformément à la résolution 34/11 du Conseil des droits de l'homme en date du 23 mars 2017,

1. *Prie* le Comité consultatif de soumettre au Conseil des droits de l'homme, à sa quarante-deuxième session, une étude sur la possibilité d'utiliser les fonds illicites non rapatriés, notamment par la monétisation et/ou la création de fonds d'investissement, pendant que sont menées à bien les procédures juridiques nécessaires, et conformément aux priorités nationales, en vue d'appuyer la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de contribuer à promouvoir plus avant les droits de l'homme, conformément aux obligations découlant du droit international des droits de l'homme. ».

*8^e séance
11 août 2017*

[Adoptée sans vote.]

19/6. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la décision 32/115 du Conseil des droits de l'homme en date du 30 juin 2016 par laquelle le Conseil priait le Comité consultatif d'élaborer un rapport sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, en particulier sur les progrès accomplis dans la mise en place d'arrangements régionaux et sous-régionaux, et les résultats obtenus dans ce domaine dans toutes les régions du monde, ainsi que sur le rôle joué par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et celui qu'il pourrait jouer à l'avenir dans le développement de la coopération entre mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme, et de déterminer les moyens de donner une plus grande place aux arrangements régionaux dans la promotion et la protection de ces droits et de renforcer les normes universelles relatives aux droits de l'homme, notamment celles figurant dans les instruments internationaux relatifs à ces droits, et de soumettre ce rapport au Conseil avant sa trente-neuvième session,

Rappelant également que le Conseil a invité le Comité consultatif à prendre en considération, lors de l'élaboration du rapport susmentionné, les vues des États Membres, selon qu'il conviendra, des organisations internationales et régionales compétentes, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales, ainsi que d'autres parties prenantes concernées,

Rappelant en outre qu'à sa dix-septième session, le Comité consultatif a créé un groupe de rédaction, qui est actuellement composé de Mohamed Bennani, Laurence Boisson de Chazournes, Mario Luis Coriolano, Mikhail Lebedev, Xinsheng Liu, Kaoru Obata, Katharina Pabel (Présidente), Anantonia Reyes Prado, Changrok Soh (Rapporteur) et Imeru Tamrat Yigezu,

1. *Prend note* du projet de rapport intérimaire sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme présenté par le groupe de rédaction à la présente session¹ ;

2. *Demande* au groupe de rédaction de lui soumettre un rapport intérimaire à sa vingtième session, compte tenu des débats de sa présente session, en vue de soumettre un rapport final au Conseil des droits de l'homme à sa trente-neuvième session.

8^e séance
11 août 2017

[Adoptée sans vote.]

II. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, créé en application de la résolution 5/1 du Conseil en date du 18 juin 2007, a tenu sa dix-neuvième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 7 au 11 août 2017. La session a été ouverte par le Président de la dix-neuvième session, Mikhail Lebedev.

2. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme, Amr Ahmed Ramadan, a prononcé une allocution devant le Comité consultatif à sa 1^{re} séance, le 7 août 2017.

3. À la même séance, le Chef du Service du Conseil des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fait une déclaration au nom du Haut-Commissaire.

4. À la même séance également, les participants ont observé une minute de silence en hommage aux victimes de violations des droits de l'homme dans le monde.

B. Composition du Comité consultatif

5. Le Comité consultatif se compose des personnes dont les noms suivent² : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi (Arabie saoudite, 2018) ; Mohamed Bennani (Maroc, 2017) ; Laurence Boisson de Chazournes (France, 2017) ; Lazhari Bouzid (Algérie, 2019) ; Mario Luis Coriolano (Argentine, 2018) ; Ion Diaconu (Roumanie, 2017) ; Karla Hananía de Varela (El Salvador, 2019) ; Mikhail Lebedev (Fédération de Russie, 2019) ; Xinsheng Liu (Chine, 2019) ; Kaoru Obata (Japon, 2019) ; Mona Omar (Égypte, 2019) ; Katharina Pabel (Autriche, 2018) ; Anantonia Reyes Prado (Guatemala, 2017) ; Changrok Soh (République de Corée, 2017) ; Ahmer Bilal Soofi (Pakistan, 2017) ; Imeru Tamrat Yigezu (Éthiopie, 2018) ; et Jean Ziegler (Suisse, 2019)³.

6. À sa trente-quatrième session, le Conseil des droits de l'homme a élu Ion Diaconu pour reprendre le mandat de M^{me} Laura-Maria Crăciunean, celle-ci ayant été élue au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

7. À la suite de sa nomination par le Conseil des droits de l'homme, à sa trente-cinquième session, au poste d'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Obiora Okafor a démissionné du Comité consultatif.

¹ A/HRC/AC/19/CRP.1.

² L'année indiquée entre parenthèses est l'année d'expiration du mandat du membre concerné (la date d'échéance est le 30 septembre).

³ Un membre sera nommé par le Conseil des droits de l'homme, à sa trente-sixième session, pour représenter le Groupe des États d'Afrique.

C. Participation

8. Ont participé à la session les membres du Comité consultatif et des observateurs d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales.

D. Séances et documentation

9. Au cours de sa dix-neuvième session, le Comité consultatif a tenu huit séances plénières et six séances privées. Les groupes de rédaction ont tenu des séances privées sur les politiques nationales et les droits de l'homme (objectifs de développement durable), la contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme, les effets du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme, les activités des fonds voutours et leurs incidences sur les droits de l'homme, les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme et les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Le Comité consultatif a également tenu une séance privée avec le Bureau du Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'avec des coordonnateurs régionaux et des coordonnateurs de groupes politiques.

E. Adoption de l'ordre du jour

10. À sa 1^{re} séance, le 7 août 2017, le Comité consultatif a adopté son ordre du jour (A/HRC/AC/19/1).

F. Organisation des travaux

11. À la 1^{re} séance, tenue le 7 août 2017, le Comité consultatif a adopté le projet de programme de travail élaboré par le secrétariat.

III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme

Demandes actuellement examinées par le Comité consultatif

1. Intégration de la perspective des personnes handicapées

12. À la 1^{re} séance, le 7 août 2017, un représentant de la Section des droits de l'homme et des questions économiques et sociales du HCDH et le Secrétaire du Comité des droits des personnes handicapées ont fait des exposés sur l'intégration de la perspective des personnes handicapées dans les études du Comité consultatif, conformément à la résolution 7/9 du Conseil des droits de l'homme. Des membres du Comité ont fait des déclarations au cours du débat qui a suivi (voir annexe I).

2. Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

13. À sa 1^{re} séance, le 7 août 2017, le Comité consultatif, en application de la résolution 29/5 du Conseil des droits de l'homme, a délibéré sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille. Le Rapporteur du groupe de rédaction, Imeru Tamrat Yigezu, a présenté le rapport final du Comité (A/HRC/35/38), qui avait été examiné par le Conseil à sa trente-cinquième session.

3. Enfants et adolescents migrants non accompagnés

14. À ses 1^{re} et 2^e séances, le 7 août 2017, le Comité consultatif, en application de la résolution 29/12 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur la problématique des enfants et adolescents migrants non accompagnés. La Rapporteuse du groupe de

rédaction, Karla Hananía de Varela, a présenté le rapport final (A/HRC/36/51), que le Conseil des droits de l'homme serait appelé à examiner à sa trentième-sixième session. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et des observateurs d'États (voir annexe I). La Rapporteuse du groupe de rédaction a ensuite fait des observations pour conclure le débat.

4. Politiques nationales et droits de l'homme

15. À sa 2^e séance, le 7 août 2017, le Comité consultatif, en application de la résolution 35/32 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les politiques nationales, les droits de l'homme et les objectifs de développement durable. Dans ce cadre, un exposé a été présenté par des représentants de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique et de la Section du développement durable du HCDH. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et par des observateurs d'États. Les représentants du HCDH ont ensuite formulé des observations pour conclure le débat.

5. Contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme

16. À sa 3^e séance, le 8 août 2017, le Comité consultatif, en application de la résolution 35/21 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur la contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme. Dans ce cadre, un exposé a été présenté par des représentants de la Section du développement du HCDH. Des membres du Comité consultatif et des observateurs d'États ont fait des déclarations au cours du débat qui a suivi (voir annexe I). Les représentants du HCDH ont ensuite formulé des observations pour conclure le débat.

6. Effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme

17. À sa 4^e séance, le 8 août 2017, le Comité consultatif, en application de la résolution 34/8 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. Un représentant du HCDH a fait un exposé sur le sujet. Le spécialiste des droits de l'homme (hors classe) de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité a fait une présentation complémentaire par vidéoconférence. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et par des observateurs d'États (voir annexe I). Le débat a été conclu par des observations du spécialiste des droits de l'homme (hors classe) de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité et d'un représentant du HCDH.

7. Activités des fonds voutours et leurs incidences sur les droits de l'homme

18. À sa 5^e séance, le 9 août 2017, le Comité consultatif, en application de la résolution 34/3 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les activités des fonds voutours et leurs incidences sur les droits de l'homme. Un représentant du HCDH, la conseillère spéciale du Centre Sud, Li Yuefen, et une représentante du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, Jehosheba Bennett, ont fait des exposés sur le sujet. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité et par un représentant d'un État observateur (voir annexe I). Le débat a été conclu par des observations du représentant du HCDH, ainsi que de M^{mes} Li et Bennett.

8. Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme

19. À sa 5^e séance, le 9 août 2017, le Comité consultatif, en application des résolutions 31/22 et 34/11 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme. Un représentant du HCDH a présenté le sujet. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité et par des représentants d'États observateurs (voir annexe I).

9. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

20. À sa 6^e séance, le 9 août 2017, le Comité consultatif, en application de la décision 32/115 du Conseil des droits de l'homme, a délibéré sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Des représentants du HCDH ont fait des présentations sur le sujet. Le Rapporteur du groupe de rédaction, Changrok Soh, a présenté le projet de rapport intérimaire (A/HRC/AC/19/CRP.1). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif, des représentants d'États observateurs et un observateur d'une organisation non gouvernementale (voir annexe I).

IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011

A. Examen des méthodes de travail

21. Le 9 août 2017, le Comité consultatif a débattu en séance privée de ses méthodes de travail.

B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités

22. À sa 7^e séance, le 10 août 2017, le Comité consultatif a consacré un débat à des documents de réflexion et des projets de recherche. Des membres du Comité ont soumis à son examen les projets de documents de réflexion suivants :

- Accès à la justice (Mario Luis Coriolano) ;
- Collaboration avec les organisations non gouvernementales et les institutions nationales de défense des droits de l'homme (Mario Luis Coriolano) ;
- Budget et droits de l'homme (Mario Luis Coriolano) ;
- Promotion des droits à la culture et au patrimoine social commun (Mohamed Bennani) ;
- Incidence de la quatrième révolution industrielle sur les droits de l'homme (Changrok Soh) ;
- Droits économiques, sociaux et culturels à l'ordre du jour des juridictions internationales (Ion Diaconu).

23. Un représentant du HCDH a fait un compte rendu oral du séminaire intersessions sur les droits culturels et la protection du patrimoine culturel qui avait eu lieu à Genève le 7 juillet 2017. Des membres du Comité consultatif ont fait des déclarations au cours du débat qui a suivi (voir annexe I).

V. Rapport du Comité consultatif sur sa dix-neuvième session

24. À la 8^e séance, le 11 août 2017, le Rapporteur a présenté le projet de rapport de la dix-neuvième session du Comité consultatif. Le Comité a adopté le projet de rapport *ad referendum* et a décidé de charger le Rapporteur d'en établir la version définitive.

25. À la même séance, Laurence Boisson de Chazournes, Xinsheng Liu, Ion Diaconu, Anantonia Reyes Prado, Ahmer Bilal Soofi et Imeru Tamrat Yigezu ont prononcé des allocutions de clôture. Le représentant de Cuba a fait une déclaration en tant que représentant d'un État ayant le statut d'observateur. Après le traditionnel échange de félicitations et de remerciements, le Président a formulé des observations finales et prononcé la clôture de la dix-neuvième session du Comité consultatif.

Annexe I

Liste des orateurs

<i>Point de l'ordre du jour</i>		<i>Séance et date</i>	<i>Intervenants</i>
2. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil de droits de l'homme			
a) Demandes actuellement examinées par le Comité	i) Intégration de la perspective des personnes handicapées	1 ^{re} séance 7 août 2017	Membres : Lazhari Bouzid, Imeru Tamrat Yigezu
	ii) Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille	1 ^{re} séance 7 août 2017	Membres : Imeru Tamrat Yigezu (Rapporteur)
	iii) Enfants et adolescents migrants non accompagnés	2 ^e séance 7 août 2017	Membres : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi, Lazhari Bouzid, Katharina Pabel États observateurs : El Salvador, Fédération de Russie, Honduras
	iv) Politiques nationales et droits de l'homme (objectifs de développement durable)	2 ^e séance 7 août 2017	Membres : Lazhari Bouzid, Mario Luis Coriolano, Ion Diaconu (Rapporteur), Kaoru Obata États observateurs : Brésil, Fédération de Russie, Honduras, Pérou
	v) Contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme	3 ^e séance 8 août 2017	Membres : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi, Mohamed Bennani, Lazhari Bouzid, Ion Diaconu, Karla Hananía De Varela, Xinsheng Liu (Président), Mona Omar, Anantonia Reyes Prado, Ahmer Bilal Soofi États observateurs : Chine, Équateur, Espagne, Fédération de Russie et Venezuela (République bolivarienne du)

<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance et date</i>	<i>Intervenants</i>
vi) Effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance des droits de l'homme	4 ^e séance 8 août 2017	Membres : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi, Lazhari Bouzid, Ion Diaconu, Kaoru Obata, Amher Bilal Soofi États observateurs : Belgique, Égypte, Fédération de Russie, Iraq
vii) Activités des fonds voutours et leurs incidences sur les droits de l'homme	5 ^e séance 9 août 2017	Membres : Laurence Boisson de Chazournes, Mario Luis Coriolano (Président), Jean Ziegler (Rapporteur) État observateur : Argentine
viii) Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme	5 ^e séance 9 août 2017	Membres : Lazhari Bouzid, Mario Luis Coriolano (Président), Ion Diaconu, Mona Omar, Jean Ziegler États observateurs : Brésil, Égypte, Équateur, Fédération de Russie
ix) Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme	6 ^e séance 9 août 2017	Membres : Mohamed Bennani, Laurence Boisson de Chazournes, Lazhari Bouzid, Ion Diaconu, Xinsheng Liu, Kaoru Obata, Changrok Soh (Rapporteur) États observateurs : Belgique, Fédération de Russie Organisation non gouvernementale : Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme
3. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011		
b) Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités	7 ^e séance 10 août 2017	Membres : Ibrahim Abdulaziz Alsheddi, Mohamed Bennani, Lazhari Bouzid, Mario Luis Coriolano, Ion Diaconu, Karla Hananía de Varela, Mikhail Lebedev, Mona Omar, Katharina Pabel, Anantonia Reyes Prado, Changrok Soh, Imeru Tamrat Yigezu

Annexe II

Documents publiés en vue de la dix-neuvième session du Comité consultatif

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/AC/19/1	1	Ordre du jour provisoire annoté
A/HRC/35/38		Étude sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille : rapport du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

Documents à distribution restreinte

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/AC/19/L.1	2	Politiques nationales et droits de l'homme
A/HRC/AC/19/L.2	2	La contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme
A/HRC/AC/19/L.3	2 h)	Effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance des droits de l'homme
A/HRC/AC/19/L.4	2 i)	Activités des fonds vautours et leurs incidences sur les droits de l'homme
A/HRC/AC/19/L.5	2 f)	Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme
A/HRC/AC/19/L.6	2 g)	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme